



# Observatoire de la Dépense Publique

*Contrôle citoyen des finances publiques de la République Démocratique du Congo*

---

## CAMPAGNE NATIONALE POUR LA RESOLUTION DE LA CRISE SECURITAIRE ET POUR UNE PAIX DURABLE EN RDC

---

### PRODUCTION DU LIVRE BLANC

**ORGANISATION DE LA CONFERENCE NATIONALE SUR LA  
RECONSTRUCTION COMME LE TRIOMPHE DE LA PARTICIPATION  
POPULAIRE AU DEVELOPPEMENT A TRAVERS UN DIALOGUE  
INCLUSIF EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

### TERMES DES RÉFÉRENCES

Février 2025

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA CONFERENCE

### 1.1 Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays doté d'immenses ressources naturelles et agricoles, mais demeure en proie à une crise profonde, marquée par l'instabilité politique, l'exploitation abusive de ses richesses et une pauvreté persistante. Avec une superficie de 2 345 000 km<sup>2</sup>, une diversité climatique propice à l'agriculture et une population réunissant plus de 300 tribus, la RDC dispose d'atouts considérables pour son développement. Pourtant, depuis plus de six décennies, des choix politiques et économiques inadaptés ont conduit à la marginalisation des populations, à une explosion démographique non maîtrisée et à l'aggravation des inégalités sociales.

Le sous-développement du pays est alimenté par des structures économiques inéquitables et une dépendance excessive aux puissances étrangères, qui exploitent la fragilité institutionnelle pour s'approprier nos richesses. Cette situation est aggravée par l'insécurité chronique, notamment à l'Est du pays, où l'action des mouvements rebelles depuis 1997, dont le plus récent est le M23, soutenu par le Rwanda et les grandes puissances internationales, contribue à l'effondrement du tissu économique et social. Ces tensions alimentent un conflit insidieux contre les populations civiles, les plongeant dans une misère extrême, caractérisée par la famine, la propagation des maladies et une précarité généralisée.

Les réformes superficielles ne suffisent plus : une transformation structurelle en profondeur s'impose pour restaurer la dignité des citoyens et jeter les bases d'un développement durable. Il est impératif de repenser la gouvernance en plaçant la population au centre des décisions, en promouvant un modèle de développement endogène et en instaurant une gestion équitable et transparente des ressources naturelles.

Face aux défis actuels, plusieurs acteurs, notamment l'Église catholique et divers mouvements patriotiques, ont formulé des propositions visant à surmonter cette crise multidimensionnelle. La société civile, à travers l'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP), joue un rôle clé en apportant une expertise structurée et des solutions concrètes axées sur la transparence, la bonne gouvernance et la réconciliation nationale. Nous tenons à réaffirmer avec force que la tenue de cette conférence demeure subordonnée à une condition essentielle et non négociable : le retrait total et sans délai de l'ennemi de notre territoire, en particulier l'AFC-M23 et toutes les forces hostiles qui menacent notre souveraineté. Avant de nous asseoir autour d'une même table, nous devons d'abord nous unir pour libérer chaque parcelle de notre nation. Ce n'est qu'une fois notre intégrité territoriale pleinement restaurée que nous pourrons, dans un esprit de concorde et de responsabilité, envisager sereinement l'avenir, et engager les réformes fondamentales qui émergeront de cette conférence.

Les premières orientations de cette démarche ont été exposées dans le **communiqué de l'ODEP N°006/ODEP/FEVRIER/2025**, intitulé *Campagne nationale pour la résolution de la crise sécuritaire et pour une paix durable en RDC*, publié le 17 février dernier. Ce document est accessible sur le **site officiel de l'ODEP** via le lien : <https://odep-rdc.com/index.php/2025/02/17/campagne-nationale-pour-la-resolution-de-la-crise-securitaire-et-pour-une-paix-durable-en-rdc/>.

Cette initiative vise à proposer une alternative crédible garantissant une paix durable, le renforcement de l'État de droit et une répartition plus équitable des richesses au profit du peuple congolais. L'engagement de tous est essentiel pour concrétiser ces ambitions et bâtir un avenir plus stable et prospère pour la République Démocratique du Congo.

Il est désormais urgent de dépasser le stade des simples dénonciations pour s'engager dans la construction d'une société véritablement démocratique, où l'humain est placé au cœur du progrès. La RDC doit impérativement rompre avec le cycle du sous-développement, redéfinir sa place dans l'économie mondiale et consolider ses fondements internes afin d'assurer une prospérité partagée et pérenne.

On dit souvent que "l'histoire est un maître sévère qui répète ses leçons à ceux qui refusent de les apprendre." L'idée d'organiser une conférence nationale sur la reconstruction n'est donc pas nouvelle. Déjà, sous la présidence de Laurent-Désiré Kabila, en juillet 1997 et janvier 1998, une tentative ambitieuse fut menée. Comme un semeur jetant ses graines aux quatre vents, cette initiative s'étendit à toutes les provinces, cherchant à récolter la voix et la sagesse des peuples.

Près de 40.000 participants furent réunis, reflet d'une volonté de donner à chacun sa place autour du grand feu de palabres. Cependant, la dernière étape, celle de la synthèse nationale, ne put voir le jour. Telle une pirogue prise dans des eaux troubles, elle fut entravée par une politisation négative qui, au lieu de rassembler, divisa. Comme le dit un adage africain, "lorsque les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre."

Cette initiative bénéficia du soutien des fonds publics ainsi que de la coopération internationale, preuve que les regards du monde s'étaient tournés vers cette ambition de renouveau. Mais, à l'image d'un fleuve dont le lit se perd dans les sables, cette entreprise s'éteignit avant d'atteindre son but ultime.

Aujourd'hui, alors que l'idée refait surface, il conviendrait de méditer sur les erreurs du passé. "L'arbre qui tombe fait plus de bruit que la forêt qui pousse", dit-on. Peut-être serait-il temps d'accorder plus d'attention à la patience et à la construction méthodique, plutôt qu'aux discours tonitruants et aux querelles stériles.

## **1.2 Le Bilan de 64 années de néo-colonialisme**

En 1960, la classe dirigeante hégémonique, qui détenait les leviers économiques et politiques, était essentiellement étrangère. Depuis longtemps, elle avait déjà entrepris de démanteler les formes classiques d'oppression et les structures rigides et obsolètes issues des siècles précédents : la colonisation directe.

Ainsi, cette élite étrangère ne s'opposa pas à l'indépendance. Toutefois, si aujourd'hui, 63 ans après, certaines forces démocratiques occidentales s'engagent sincèrement aux côtés des peuples du tiers-monde en faveur de la démocratie et du progrès social, la situation était bien différente en 1960. La tendance générale était alors de concéder des indépendances dépourvues de véritable substance. Au Congo, cela s'est traduit par un simple réaménagement de la servitude.

Des cadres noirs furent désignés pour remplacer les colons à la tête de l'administration coloniale, laquelle, avec l'ensemble de ses prérogatives et de ses méthodes, devint l'administration du nouvel État indépendant.

Après l'indépendance, cette élite nouvellement au pouvoir se constitua en une classe d'exploitation, s'élargissant progressivement par la cooptation de nouveaux membres issus des cadres universitaires. De plus en plus nombreux après l'indépendance, ces derniers se présentaient comme des experts et formaient le noyau prétendument « rationnel » et la fraction supposée la plus « éclairée » de l'État.

Dès son premier coup d'État en septembre 1960, Mobutu s'entoura de cadres universitaires qu'il nomma commissaires généraux. De 1965 jusqu'à sa chute, il les plaça aux postes clés de l'appareil d'État, une pratique que ses successeurs poursuivirent sans véritable remise en question. Mais quels en furent les résultats ?

Sous Mobutu comme sous ses successeurs, ces cadres néocoloniaux ont constitué une élite dont la mission n'a jamais été d'engager une transformation structurelle de la nation congolaise, mais plutôt de servir d'intermédiaire au profit des forces d'exploitation et de prédation, tant nationales qu'étrangères.

Leur rôle, essentiellement opportuniste, s'est traduit par une vision à courte échéance, une absence d'ambition pour le développement du pays et une perpétuation des mécanismes de dépendance. Incapables de concevoir un modèle économique autonome et adapté aux réalités nationales, ils se sont limités à reconduire, sans réforme substantielle, les structures économiques, intellectuelles et institutionnelles héritées de la période coloniale, maintenant ainsi le pays dans une situation de stagnation et de vulnérabilité.

### **1.3. Le bilan économique des années du néo-colonialisme triomphant**

#### **1.3.1 L'extraversion de l'économie congolaise**

Notre économie continue depuis 64 ans à reposer sur le secteur exportateur (mines et agriculture de rente) et est dépendante de l'extérieur par la contribution de ce secteur au PIB, les revenus d'exportation, l'importance du capital étranger investi et la technologie étrangère utilisée. Les produits miniers sont restés irrémédiablement pour le Congo :

- ✓ La base de son économie,
- ✓ La source principale de ses recettes en devises,
- ✓ La source de financement et d'approvisionnement du pays en matières premières, biens de première nécessité et d'équipement,
- ✓ La garantie de son endettement extérieur et du service de la dette,
- ✓ La source de recettes publiques.

Dans une telle situation, l'économie est très vulnérable. La détérioration des termes de l'échange et la chute des cours des produits primaires exploités par le Congo peut bloquer toute l'économie. C'est ça le néo-colonialisme qui a été entretenu par Mobutu et tous ses successeurs.

### 1.3.2 Les conséquences de ces structures économiques pour le pays et pour le peuple

- ✓ Une disparité trop grande entre les revenus et les salaires ;
- ✓ Une étroitesse du marché de consommation locale l'industrialisation du pays et à son développement global ;
- ✓ Des graves problèmes sociaux Exode rural des jeunes et vieillissement des campagnes, urbanisation insuffisante, insuffisance également de services sociaux, chômage, sous-emploi, malnutrition, logements insalubres, maladies endémiques, etc...
- ✓ Concentration de la croissance dans quelques secteurs non prioritaires au détriment des secteurs primaires et secondaires ;
- ✓ Dépendance financière et technologique de l'extérieur en raison du rôle important laissé à l'investissement étranger dans l'exploitation des ressources naturelles destinées aux marchés extérieurs et dans les infrastructures d'appui à cette exploitation.
- ✓ L'exportation des capitaux par l'importation des matières premières et des biens
- ✓ Le service de la dette et le transfert des profits aboutissant en définitive à des sorties nettes de capitaux.

### 1.3.3 Cette situation doit-elle perdurer ?

Le peuple congolais peut-il, aujourd'hui, s'appuyer sur des intellectuels progressistes pour devenir pleinement l'acteur, le moteur et le principal bénéficiaire de son propre développement ? En d'autres termes, ces intellectuels peuvent-ils incarner une force capable de contribuer à l'instauration et à la préservation de son pouvoir souverain ?

Dans un contexte particulièrement difficile pour le Congo, l'alliance entre les intellectuels et le peuple apparaît plus que jamais comme un impératif stratégique. Toutefois, la réussite de cette convergence dépendra fondamentalement d'une rupture avec les conceptions bourgeoises et petites-bourgeoises qui dominent encore largement au sein des élites intellectuelles. Ces dernières doivent redéfinir leur rôle, non plus comme simples observateurs ou bénéficiaires du système en place, mais comme véritables catalyseurs du changement et porteurs d'une vision transformatrice.

Dans un pays profondément affaibli par des décennies de mauvaise gouvernance et de pillage systématique de ses ressources, seule une refonte intellectuelle et idéologique permettra d'amorcer une dynamique de renouveau, au service du peuple et de son émancipation effective.

Sont-ils prêts à renoncer à leur statut de petits bourgeois, à l'image de Thomas Sankara, Frantz Fanon, Amílcar Cabral ou Agostinho Neto, pour s'engager pleinement aux côtés de ceux qui, malgré des décennies de souffrances physiques et psychologiques, ont su préserver la flamme de l'espoir ?

Les intellectuels encore en exil sont-ils disposés, comme nous l'avons fait avec certains camarades progressistes déterminés, à s'investir personnellement et à revenir avec force pour transformer cette flamme en un véritable brasier de changement ?

L'enjeu n'est pas seulement d'analyser la situation, mais de poser les fondements concrets d'un pouvoir populaire durable. C'est dans cet esprit que nous proposons cette conférence, afin de réfléchir collectivement aux conditions et aux mécanismes de sa mise en œuvre effective.

Un pari certes ardu et sans doute insuffisant à lui seul, mais qui présente néanmoins des mérites et poursuit des objectifs essentiels :

1. Proposer de manière concrète un avenir pour le Congo face au vide que la classe politique Congolaise ne comble pas jusqu'ici.
2. Inciter les Congolais à mener un débat de fond sur les problèmes concrets de notre pays. Nous avons identifié 25 thèmes qui seront regroupés en cinq grands secteurs à savoir : la gouvernance, les secteurs sociaux, les secteurs productifs, les infrastructures, les secteurs politique, sécurité, défense, élection, etc.

Toutes ces interrogations traduisent les maux dont souffrent nos concitoyens au quotidien. Ce qu'ils attendent d'une classe politique digne et responsable, ce ne sont ni discours creux ni promesses vaines, mais des réponses précises, des solutions concrètes, à la hauteur des défis qui jalonnent leur existence.

Les intellectuels congolais ne peuvent plus se permettre l'erreur. L'heure n'est plus aux discours vides ni aux promesses illusoires, tandis qu'un peuple riche de tant de ressources croupit dans une misère abyssale. À travers ses dirigeants, il se voit réduit à tendre perpétuellement la main, quémendant une compassion internationale qui ne saurait tenir lieu de destin.

En ces heures décisives, où la refondation de la Nation s'impose comme une nécessité absolue, les intellectuels congolais ne peuvent plus rester spectateurs d'un peuple qui meurt de faim sur une terre d'une richesse incommensurable, ni d'une population qui souffre de la soif alors qu'elle est entourée d'abondantes ressources hydriques. Ce peuple doit enfin jouir pleinement de l'immense patrimoine que la nature lui a généreusement offert.

Un sursaut patriotique est impératif. La question essentielle demeure : comment arracher notre deuxième indépendance et bâtir un avenir fondé sur la souveraineté, la justice et le développement véritable ?

## II. OBJECTIF GLOBAL

La conférence sur la reconstruction et l'émergence de la République Démocratique du Congo vise à produire un **Livre Blanc** constituant un véritable programme de réformes et d'actions concrètes. Elle ambitionne de poser les fondements d'un **État de droit**, de mettre en place des structures de service public performantes et de développer des infrastructures économiques solides, afin de faire de la RDC un pays moderne, prospère et démocratique.

### III. OBJECTIFS SPECIFIQUES

1. Rendre public le projet de conférence par un point de presse pour expliquer ses objectifs, sa méthodologie et ses résultats ;
2. Rendre public le calendrier de travail devant conduire à la tenue de la conférence en présentiel et en ligne ;
3. Identifier les personnes compétentes, expérimentées pour traiter des différents aspects des études ;
4. Constituer le grand groupe d'échanges et les cinq grands groupes sectoriels et le groupe de coordination ;
5. Organiser chaque groupe en lui dotant d'un modérateur et un rapporteur.
6. Faire la recherche documentaire sur des études sectorielles menées par les structures de l'Etat, auprès de la coopération bilatérale et multilatérale, vers la société civile...
7. Recevoir les rapports des ateliers ;
8. Convoquer et tenir la conférence ;
9. Produire et rendre public le livre blanc produit par la conférence ;
10. Créer une dynamique d'impulsion d'un grand mouvement citoyen, dédié à la lutte pour l'éradication de toutes les formes des dominations dont la RDC est victime et à la conquête de notre deuxième indépendance.

### IV. RESULTATS

- Le point de presse tenue
- Le calendrier de travail rendu public
- Les personnes parties prenantes de la CNR identifiés
- Les groupes de travail constitués et organisés
- La recherche documentaire lancée.
- Les rapports des groupes thématiques rédigés
- La conférence Nationale convoquée et réalisée
- Le livre blanc produit et présenté à l'opinion nationale et internationale
- La dynamique patriotique pour le changement est lancée

### V. LA METHODOLOGIE DE LA CONFERENCE

L'organisation de la conférence nationale sur la reconstruction et l'émergence du Congo va se réaliser à la suite d'un processus selon les phases ci-après :

#### **Phase 1** : Préparation

- Elaboration et publication d'un calendrier de travail
- Identification des parties prenantes de la conférence établissement des contacts
- Constitution des groupes de travail et leur organisation
- Suivi du travail des groupes jusqu'à l'élaboration des rapports.
- Convocation et tenue de la conférence nationale.
- Les échanges en ligne joueront un très grand rôle.

**Phase 2** : Ténue de la conférence basée essentiellement sur l'enrichissement des rapports de groupe de travail et leur fusion dans un rapport global qui devient le livre blanc ou programme alternatif de la reconstruction et de l'émergence pour la RDC.

### **Phase 3** : Suivi du programme

Cette phase sera essentiellement celle de la diffusion du livre blanc pour une appropriation par tous les congolais.

### **VI. LES INTERVENANTS**

Essentiellement les modérateurs et rapporteurs des groupes de travail. Egalement les Experts invités par les organisateurs de la conférence pour enrichir les travaux de groupe.

### **VII. LES PARTICIPANTS**

Ils seront issus de l'administration publique, de la société civile, des universités, des églises, des organisations de jeunesse, des organisations de défense des droits des femmes, des institutions de recherche et des médias.

### **VIII. LA DUREE, LIEU ET PERIODE DE LA RENCONTRE**

La **Conférence nationale** se déroulera en plusieurs phases successives. Elle débutera par des consultations dans chacun des **145 territoires**, permettant une analyse approfondie des réalités locales. Ces travaux seront ensuite consolidés au niveau des **26 provinces**, où une synthèse des contributions territoriales sera réalisée. Enfin, la phase finale se tiendra à **Kinshasa**, réunissant l'ensemble des conclusions provinciales en vue de leur harmonisation et validation définitive.

Ce processus sera conduit avec l'appui d'**experts sectoriels** issus des administrations, des universités, des églises et de la société civile, garantissant une approche rigoureuse et multidisciplinaire. L'objectif ultime est la finalisation d'un **Livre blanc**, document de référence destiné à orienter les politiques publiques et les réformes nécessaires.

### **IX. THEMES PROPOSES**

**Note** : Ces différents thèmes seront regroupés en cinq grands secteurs correspondants à cinq grands ateliers de la conférence sur la reconstruction :

1. Gouvernance
2. Secteurs sociaux
3. Secteurs productifs
4. Les infrastructures
5. Secteurs politiques, sécurité, défense, élection, etc...

N°	LISTE DES THEMES
01	L'école
02	La santé
03	La famille
04	Le rôle de la femme dans la reconstruction nationale
05	La jeunesse et la reconstruction nationale
06	Les migrations, la question ethnique

07	Les conflits ethniques et la réconciliation des communautés
08	La démocratie et la protection de droits de l'homme
09	Les institutions : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La justice</li> <li>• Les partis politiques</li> <li>• La société civile</li> <li>• Les structures administratives locales</li> </ul>
10	Etat, nation et développement
11	L'armée, police et services de sécurité
12	L'emploi
13	L'entreprise et le développement
14	Le transport
15	Ajustements structurels, monnaie, crédit et échanges
16	Les choix technologiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Technologies traditionnelles</li> <li>• Technologies adaptées</li> <li>• Technologie de pointe</li> </ul>
17	Agriculture, sécurité et autosuffisance alimentaire
18	Le phénomène culturel et le développement
19	La place de la coutume et du pouvoir coutumier dans la reconstruction
20	Le phénomène religieux et les autres mouvements philosophiques
21	Information, communication, presse et reconstruction nationale
22	Le village et le développement rural
23	Le développement urbain
24	L'environnement
25	Les relations avec l'étranger : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pays limitrophes</li> <li>• Afrique</li> <li>• Tiers monde</li> <li>• Autres</li> </ul>

**Comité pédagogique**

Fait à Kinshasa, le 21 Février 2025

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique

**Florimond MUTEBA TSHITENGE**

**Président du Conseil d'Administration**